PIMS-9858 Biodiversity Finance Plan Cameroon

BIOFIN



RAPPORT D'ACTIVITES ANNUEL 2025

TABLE DES MATIERES

ACRONYMES 3

RESUME EXECUTIF 4

FICHE SIGNALETIQUE DU PROJET 6

EVALUATION GLOBALE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET 7

RESULTATS CLES DU PROJET 8

Produit 1 : Analyse des politiques et Institutions 8

Produit 2 : Analyse des Depenses de la Biodiversité 11

Produit 3 : Evaluation des besoins Financiers 13

Produit 4 : Plan National du Financement de la Biodiversité 14

LECONS APPRISES : 17

PERSPECTIVES : 17

EXECUTION FINANCIERE (Rapport Financier) : 19

ACRONYMES

ADB	: Analyse des Dépenses de Biodiversité
API	: Analyse des Politique et Institutions
BIOFIN	: Initiative pour le Financement de la Biodiversité
CDB	: Convention sur la diversité biologique
CDMT	: Cadre des Dépenses à Moyen Terme
COP 15	: 15eme Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique
CPD	: Country Programme Document
EBF	: Evaluation des besoins financiers
FEM/GEF	: Fonds pour l'Environnement Mondial
GTT	: Groupe de Travail Technique
MINEPDED	: Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable
MINFI	: Ministère des Finances
ODD	: Objectifs du Développement Durable
ONG	: Organisation Non Gouvernemental
PNFB	: Plan National de Financement de la Biodiversité
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
SND 30	: Stratégie Nationale de Développement 2020-2030
SPANB	: Stratégie Nationale de Protection de la Biodiversité
UNDSCF	: United Nations Sustainable Development Cooperation Framework
UNESCO	: Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
WCMC	: Centre mondial de surveillance pour la conservation de la nature

RESUME EXECUTIF

Le Cameroun dispose d'un patrimoine biologique exceptionnel. Représentant à lui seul plus de 92 % des écosystèmes d'Afrique, il est considéré comme un « hotspot de biodiversité » mondial. Sa faune et sa flore abondantes sont abritées dans de vastes forêts tropicales, des savanes, des zones humides et des zones côtières maritimes. Le pays compte plusieurs aires protégées emblématiques (Parc national de la Bénoué, Parc de Korup, Parc de Lobéké, etc.), des sites Ramsar, ainsi que des réserves de biosphère inscrites au patrimoine de l'UNESCO. Cette biodiversité joue un rôle clé dans la sécurité alimentaire (agriculture, élevage, pêche), les moyens de subsistance des communautés rurales, la résilience face aux changements climatiques, la régulation des cycles de l'eau et le développement de l'écotourisme et des filières vertes.

La reconnaissance des avantages, des biens et services offerts par la biodiversité a de plus en plus scellé le lien entre le rôle de la biodiversité dans la durabilité environnementale, la croissance économique durable et la réduction de la pauvreté. Pour faire face au défi actuel de l'éradication de la pauvreté et de la promotion du développement au Cameroun, la biodiversité reste déterminante et sa protection est indispensable dans la vision nationale de croissance et de développement.

Le Cameroun, à l'instar de nombreux autres pays, a ratifié la Convention sur la diversité biologique (CDB), un traité international adopté lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992. Cette convention vise trois objectifs fondamentaux : la conservation de la biodiversité, l'utilisation durable de ses éléments, ainsi que le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques. En adhérant à cet instrument, le Cameroun affirme son engagement à préserver durablement son patrimoine naturel et à contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable.

La mise en œuvre effective de la CDB repose sur la mobilisation des Parties autour d'actions concrètes. Cela implique notamment l'application de l'article 6.a) de la Convention, qui recommande à chaque Partie d'élaborer des stratégies, plans ou programmes nationaux pour assurer la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité. À défaut, il est attendu que les documents de planification existants soient révisés pour les rendre compatibles avec les engagements de la Convention.

A ce titre, le Cameroun a élaboré une Stratégie et Plan d'Actions Nationaux pour la Biodiversité (SPANB), initialement adoptée en 2000, puis révisée pour la période 2012-2024. Par la suite, le pays a eu le privilège d'être l'un des quatre premiers pays pilotes en plus du Vietnam, la Colombie et l'Ethiopie qui ont eu l'accompagnement technique de WCMC, pour la réalisation des évaluations nationales des écosystèmes.

L'évaluation nationale de la biodiversité et des services écosystémiques au Cameroun, a consisté à faire un état des lieux, une l'analyse des menaces et les tendances en fonction des projections stratégiques de développement. Les résultats de l'évaluation ont permis d'identifier quatre principaux défis en matière de préservation de la biodiversité et des services écosystémiques :

- → La méconnaissance de la biodiversité ;
- → L'intégration de la biodiversité dans les secteurs ;
- → La gouvernance de la biodiversité ;
- → Le financement de la biodiversité.

Sur la base des principaux défis identifiés, une nouvelle révision de la SPANB en a été nécessaire, question de transformer les défis en opportunités d'action et de repenser comment replacer la biodiversité au cœur des politiques publiques. Les travaux de révision, débutés depuis 2024 devraient s'achever en août 2025 toutefois, conformément au Cadre Mondial, Cinq (05) axes stratégiques ont été adoptés pour cette nouvelle SPANB.

Ces axes sont :

1. ***Intégration de la biodiversité dans les politiques publiques***
2. ***Restauration des écosystèmes dégradés et amélioration des services écosystémiques***
3. ***Développement et capitalisation de l'information et des connaissances sur la biodiversité***
4. ***Gouvernance de la biodiversité et des services écosystémiques***
5. ***Mobilisation des ressources pour le financement de la biodiversité***

Par ailleurs, l'État du Cameroun affiche une ambition claire et une volonté politique affirmée pour inscrire la biodiversité au cœur de son développement à l'horizon 2030. Dans le sillage de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), cette ambition repose sur une transition vers une économie plus verte, inclusive et résiliente. Elle se traduit notamment par l'engagement à :

- → Réduire les menaces majeures pesant sur les écosystèmes, telles que la déforestation, la pollution, l'urbanisation non planifiée et l'exploitation non durable des ressources naturelles ;
- → Assurer une utilisation durable et équitable de la biodiversité, comme socle de la sécurité alimentaire, de la santé, de la stabilité économique et du développement local ;
- → Intégrer de façon transversale les enjeux liés à la biodiversité dans les politiques sectorielles (agriculture, énergie, mines, infrastructures, éducation, etc.) ;
- → Développer des solutions de financement innovantes, adossées à des mécanismes de responsabilisation institutionnelle, de mobilisation communautaire et de partenariat public-privé.

Cette ambition est en parfaite cohérence avec la Vision 2035 du Cameroun, et s'aligne sur les engagements internationaux du pays, notamment le Cadre mondial pour la biodiversité adopté à la COP15. Ces engagements traduisent de manière claire la détermination des autorités camerounaises à intensifier les efforts de mobilisation financière en faveur de la biodiversité, perçue comme un levier stratégique essentiel pour garantir sa préservation durable et soutenir un développement économique résilient.

Mais malgré cette volonté politique et les efforts déployés, le financement de la biodiversité au Cameroun reste structurellement insuffisant, fragmenté et souvent mal aligné avec les priorités nationales. Les allocations budgétaires en faveur de la conservation sont encore marginales, les mécanismes d'incitation peu opérationnels, et les financements internationaux difficiles d'accès. En parallèle, les dépenses nuisibles à la biodiversité persistent, faute d'une vision budgétaire intégrée et d'outils de suivi appropriés.

Par ailleurs, l'absence d'un cadre cohérent de coordination, d'un inventaire consolidé des flux financiers, et d'un dispositif de redevabilité freine l'efficacité des actions et limite l'impact des investissements existants.

C'est dans ce contexte que le Cameroun a officiellement adhéré, en 2024, à l'Initiative sur le Financement de la Biodiversité (BIOFIN), soutenue par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et mise en œuvre par le PNUD, sous le leadership institutionnel du Ministère des Finances (MINFI) et en collaboration étroite avec le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED).

L'objectif est de réduire le déficit de financement de la biodiversité en identifiant des solutions innovantes, cohérentes et bien structurées, à inscrire dans un Plan National de Financement de la Biodiversité. Pour y parvenir, BIOFIN propose une méthodologie complète, inclusive et progressive pour concevoir et mettre en œuvre des plans de financement de la biodiversité ambitieux et adaptés aux contextes nationaux. Cette méthodologie a été testée dans plus de 40 pays depuis 2012 et est maintenant mise en œuvre dans plus de 130 pays à travers le monde.

FICHE SIGNALETIQUE DU PROJET

Titre du Projet	PIMS-9858 Biodiversity Finance Plan Cameroon (BIOFIN)
Effets UNSDCF & CPD :	- CPD Outcome 1.1., Outcome 1.2. & Outcome 4.4. - UNSDCF Outcome 1 & Outcome 4
Produits Attendus	✓ **Produit 1 :** Analyse des Politiques et Institutions ; ✓ **Produit 2 :** Analyse des Depenses de la Biodiversité ; ✓ **Produit 3 :** Evaluation des Besoins en Financement ; ✓ **Produit 4 :** Plan National du Financement de la Biodiversité ✓ **Produit 5:** Suivi Evaluation du PNFB
Partenaires de réalisation	PNUD, MINFI, MINEPDED
Budget PTA 2024-2027	PNUD: $314,000

Brève description du projet

La préservation et la valorisation durable de la biodiversité sont des priorités stratégiques pour le Gouvernement du Cameroun, telles que définies dans la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) et alignées sur le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal. Bien que le pays dispose d'un riche capital naturel — avec des écosystèmes forestiers couvrant près de 40 % du territoire et une biodiversité exceptionnelle —, celle-ci fait face à des pressions croissantes liées à l'exploitation non durable des ressources, à l'expansion des activités économiques et aux impacts du changement climatique. Ces menaces se traduisent par une perte progressive d'habitats, une réduction des services écosystémiques et un déficit structurel de financement pour la conservation.

Pour répondre à ces défis, le Ministère des Finances (MINFI) accompagné par le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED), avec l'appui technique du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), met en œuvre le projet « Finance Biodiversité » (BIOFIN) au Cameroun. Ce projet vise à renforcer la mobilisation des ressources financières pour la biodiversité, à améliorer l'efficacité des dépenses existantes et à développer des mécanismes de financement innovants, à travers un processus structuré autour de quatre composantes : Analyse des Politiques et Institutions (API), Analyse des Dépenses en faveur de la Biodiversité (ADB), Estimation des Besoins de Financement (EBF) et élaboration du Plan National de Financement de la Biodiversité (PNFB).

Ces composantes permettront notamment :
• D'identifier et d'évaluer les politiques, institutions et flux financiers existants liés à la biodiversité ;
• De quantifier les besoins réels de financement pour atteindre les objectifs nationaux et internationaux ;
• De concevoir un plan stratégique et opérationnel pour mobiliser et canaliser efficacement les ressources, y compris via des partenariats public-privé et des approches innovantes.

Les résultats attendus incluent un cadre national de financement de la biodiversité clair et opérationnel, une augmentation significative des financements durables et une meilleure intégration de la biodiversité dans les décisions économiques et budgétaires. Ce projet contribuera directement à la réalisation des engagements internationaux du Cameroun et à la construction d'une économie verte et résiliente, en cohérence avec la SND30 et les Objectifs de Développement Durable (ODD)

EVALUATION GLOBALE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

RESULTAT/PRODUITS ESCOMPTES	INDICATEURS	CIBLE	REALISATION	MOYEN DE VERIFICATION
P1 : Analyse des Politiques et Instructions (API)	**1.1 Création d'un Comité directeur national intersectoriel pour le financement de la biodiversité, avec un rôle de chef de file pour les ministères des Finances et de l'Environnement.**	Lancement officiel du projet avec validation de l'architecture de gouvernance avec chef de file, le MINFI	100%	*Rapport de lancement officiel du projet*
	1.2 Rapport API	Rapport API validé	52,76%	*Rapport d'activité, enquête/données collectées*
P2 : Analyse des Dépenses de la Biodiversité (ADB)	**2.1 Rapport ADB**	Rapport ADB validé	En cours	*Rapport d'activité, enquête/données collectées*
P3 : Évaluation des Besoins Financiers (EBF)	**3.1 Rapport EBF**	Rapport EBF validé	En cours	*Rapport d'activité, enquête/données collectées*
P4 : Plan National de Financement de la Biodiversité (PNFB)	**4.1 Rapport PNFB**	Rapport PNFB validé	En cours	*Rapport d'activité, enquête/données collectées*

RESULTATS CLES DU PROJET

A date, les principales réalisations du projet portent sur (i) le lancement officiel du projet; (ii) le démarrage de l'activité des deux (2) premiers produits et la validation provisoire du produit 1. Toutefois, plusieurs autres processus permettant la réalisation de chaque produit sont en cours. Ci-dessus la description par produit :

Produit 1 : Analyse des politiques et Institutions

Produit	Numero	Activité	Résultat attendu	Indicateur de suivi	juil-25	août-25	sept-25	oct-25	nov-25	Déc 25	Jan 26
API	1	Lancement politique et institutionnel de BIOFIN Cameroun	Mise en place officielle de la gouvernance BIOFIN ; validation de la feuille de route et des responsabilités institutionnelles	Feuille de route BIOFIN signée et Comité de Pilotage institué							
	2	Validation méthodologique de l'analyse des politiques et institutions API	Cadrer les institutions, politiques et instruments à analyser pour identifier les facteurs institutionnels de perte ou de soutien à la biodiversité	Liste des institutions, documents et instruments économiques validée							
	3	Collecte approfondie des données API	Analyser les lois, politiques, subventions et incitations existantes impactant la biodiversité via des entretiens et l'analyse documentaire approfondie	Base documentaire API consolidée et fiches d'entretien remplies							
	4	Validation technique des constats institutionnels et fiscaux	Confirmer les forces et faiblesses des politiques existantes, les obstacles institutionnels et les instruments économiques recensés	Matrice d'analyse institutionnelle pré-validée							
	5	Finalisation du rapport d'analyse institutionnelle API	Produire le rapport final API intégrant les lacunes comblées et les recommandations de réformes politiques et fiscales	Rapport API consolidé produit							
	6	Adoption institutionnelle du rapport API	Valider officiellement les résultats institutionnels et leurs recommandations sectorielles avant d'engager la phase financière ADB	Rapport API validé et adopté par le Comité							

Quelques images du lancement du projet à travers les 3 ateliers (Yaoundé, Mbankomo et Kribi)








BIOFIN
FRAMEWORK PROGRAMME TO SUPPORT THE
SG MINFI


ONACC
ARR
PNUD


BIOFIN
Le 29 juillet 2025 à l'hôtel Hilton de Yaoundé
MINFOF
MINPROFF
MINFI
MINEPDED








NB: L'atelier de validation nationale la composante API est planifié pour la dernière semaine de janvier 2026.

Produit 2 : Analyse des Dépenses de la Biodiversité

Composante	Numero	Activité	Résultat attendu	Indicateur de suivi	août-25	sept-25	oct-25	nov-25	déc-25	janv-26	févr-26	mars-26	avr-26
ADB	7	Validation du périmètre budgétaire et des flux de dépenses ADB	Cadrer les budgets publics, financements externes et dépenses privées pertinents à analyser pour mesurer les flux actuels en faveur de la biodiversité	Sources de financement et nomenclature budgétaire validées									
	8	Collecte et extraction des données budgétaires ADB	Extraire, classifier et codifier l'ensemble des lignes budgétaires, dépenses hors-budget et cofinancements des partenaires	Tableau budgétaire ADB brut constitué									
	9	Validation sectorielle des affectations de dépenses	Affecter de façon rigoureuse chaque ligne budgétaire aux objectifs politiques SPANB et ajuster les coefficients d'attribution	Matrice sectorielle et coefficients validés									
	10	Consolidation des flux financiers biodiversité	Synthétiser et analyser les flux budgétaires consolidés publics, privés et partenaires sur plusieurs exercices budgétaires	Rapport de consolidation ADB rédigé									
	11	Validation finale des flux ADB	Adopter officiellement les dépenses consolidées à intégrer dans l'évaluation des besoins financiers	Rapport ADB validé avec PV officiel									

NB : L'activité 12 concerne la Restitution institutionnelle intermédiaire au Comité de Pilotage prévue en **Mai 2026** où il s'agira de l'adoubement officiel des premiers livrables API et ADB et la préparation de l'estimation des besoins EBF et le plan national de financement de la biodiversité PNFB

Produit 3 : Évaluation des besoins Financiers

Composante	Numero	Activité	Résultat attendu	Indicateur de suivi	juin-26	juil-26	août-26	sept-26	oct-26	nov-26
EBF	13	Sélection des cibles de chiffrage EBF	Identifier et prioriser les objectifs SPANB à chiffrer et les scénarios d'ambition (réaliste, accéléré, ambitieux)	Objectifs et scénarios de chiffrage formalisés						
	14	Construction des modèles de coûts sectoriels EBF	Modéliser les actions, quantifier les coûts unitaires et projeter les besoins financiers multi-scénarios sur plusieurs années	Tableaux de modélisation produits						
	15	Validation des hypothèses, construction et chiffrage de scénarios financiers pour les besoins de biodiversité EBF	Valider techniquement les hypothèses de coût, les assiettes de chiffrage et construire les scénarios financiers sectoriels	Scénarios consolidés validés						
	16	Consolidation nationale des besoins de financement biodiversité	Rédiger le rapport final consolidé de l'estimation globale des besoins de financement biodiversité du Cameroun	Rapport EBF consolidé disponible						
	17	Adoption nationale du rapport EBF	Valider institutionnellement les projections consolidées de besoins à combler dans le cadre du PNFB	Rapport EBF officiellement validé						

Produit 4 : Plan National du Financement de la Biodiversité

Composante	Numero	Activité	Résultat attendu	Indicateur de suivi	sept-26	oct-26	nov-26	déc-26	janv-27	févr-27	mars-27	avr-27
PNFB	18	Identification des solutions de financement potentielles (pré-cartographie)	Recenser les mécanismes existants, innovations fiscales et instruments financiers mobilisables pour combler le gap financier	Catalogue préliminaire des solutions validé								
	19	Co-production technique des fiches de solutions PNFB	Travailler en groupes multisectoriels sur la rédaction détaillée des fiches de solutions financières, leurs porteurs et leurs modalités pratiques	Fiches de solutions rédigées et quantifiées								
	20	Validation technique consolidée des fiches de solutions	Valider les propositions techniques et institutionnelles contenues dans les fiches avant finalisation du PNFB	Fiches de solutions validées								
	21	Rédaction finale du PNFB consolidé	Assembler les fiches, les projections financières et les réformes institutionnelles dans le document national final	Document PNFB complet produit								
	22	Validation nationale du PNFB	Adopter officiellement le Plan National de Financement de la Biodiversité du Cameroun en concertation avec l'ensemble des partenaires	PNFB validé politiquement et signé								

NB : L'activité 23 concerne la Restitution finale et validation politique du processus BIOFIN par le Comité de Pilotage prévue entre **Mai 2027 et Juin 2027** où il s'agira de valider politiquement l'ensemble des livrables et engager officiellement la phase de mobilisation des financements et des réformes à travers les solutions de financement du plan

DEFIS

L'année 2025 s'est déroulée dans un contexte institutionnel particulier, marqué par la tenue des élections présidentielles en octobre 2025. Cette période a entraîné un ralentissement temporaire de certaines dynamiques administratives, avant une reprise progressive du dialogue institutionnel au cours de la phase post-électorale. Pour le projet BIOFIN, ce contexte a nécessité des ajustements continus dans la planification et la mise en œuvre des activités, tout en ouvrant, à partir du dernier trimestre, des perspectives favorables à la relance de l'engagement des partenaires et à la consolidation des acquis.

Au niveau international, l'accès aux financements dédiés à l'environnement demeure un défi majeur. Les ressources publiques et privées continuent d'être fortement sollicitées par des priorités de développement concurrentes, limitant la part spécifiquement orientée vers la biodiversité. Cette situation a renforcé le caractère structurel du sous-financement du secteur, alors même que les besoins pour atteindre les objectifs nationaux et internationaux en matière de biodiversité ne cessent d'augmenter. Dans ce contexte, le projet BIOFIN a dû intensifier ses efforts de plaidoyer pour promouvoir l'importance stratégique de la biodiversité et explorer des mécanismes de financement innovants.

Sur le plan national, la mise en œuvre de l'approche BIOFIN a mis en évidence l'importance, mais aussi la complexité, d'une coordination intersectorielle efficace. L'accès aux données financières et techniques, réparties entre plusieurs ministères et institutions, a nécessité un travail constant de concertation et de clarification. La faible intégration des dépenses et indicateurs liés à la biodiversité dans les systèmes de suivi budgétaire existants a complexifié les analyses et allongé les délais de validation, appelant à une flexibilité accrue de la part de l'équipe de mise en œuvre. Par ailleurs, la poursuite de réformes institutionnelles dans des secteurs clés tels que les finances publiques, l'environnement et l'aménagement du territoire a exigé un alignement permanent des travaux BIOFIN avec les nouvelles orientations politiques et réglementaires. Bien que porteuses d'opportunités à moyen et long terme, ces évolutions ont mobilisé des ressources humaines et techniques importantes et ont parfois ralenti le rythme d'exécution du projet.

Enfin, la réussite du projet repose sur l'engagement actif et continu des parties prenantes, y compris du secteur privé et des collectivités territoriales décentralisées. Or, leur implication reste parfois limitée par des contraintes de calendrier, un manque d'incitations ou une perception insuffisante des opportunités offertes par les financements verts et innovants. Ces défis combinés appellent à une planification agile, un plaidoyer renforcé et un accompagnement rapproché des acteurs pour garantir la pertinence et l'efficacité de la démarche BIOFIN.

CONTRIBUTION DU PROJET AU CPD / UNSDCF/SND30

Le projet BIOFIN Cameroun s'aligne pleinement sur les objectifs du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF) et du Programme de Coopération Pays (CPD), contribuant directement aux effets UNSDCF 1 et 4 ainsi qu'aux axes stratégiques du CPD 1 et 4 (produit 1.1., 1.2., et 4.4.). Il répond également aux priorités nationales définies dans la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) en matière de durabilité environnementale et de gestion des ressources naturelles, ainsi qu'aux priorités globales du PNUD pour l'Afrique, notamment :

- ***La durabilité et la résilience environnementale,***

- ***La transformation structurelle et la mobilisation de financements innovants.***

Durabilité et résilience environnementale

BIOFIN Cameroun vise à renforcer l'intégration de la biodiversité dans les politiques publiques et la planification budgétaire nationale, tout en mobilisant des financements innovants pour soutenir la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles. En accompagnant les institutions publiques, les collectivités territoriales, le secteur privé et la société civile, le projet contribue à créer un cadre favorable à la préservation des écosystèmes, à la réduction des pressions sur la biodiversité et à l'amélioration de la résilience des communautés face aux changements climatiques. Cette démarche s'inscrit dans la mise en œuvre des engagements internationaux du Cameroun, notamment ceux issus de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) et du Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal.

Transformation structurelle et financement durable

En favorisant l'élaboration d'un Plan National de Financement de la Biodiversité (PNFB), le projet soutient la transformation structurelle des mécanismes de financement public et privé. BIOFIN contribue à améliorer l'efficacité des dépenses existantes, à identifier de nouvelles sources de financement et à développer des instruments financiers innovants adaptés au contexte national. Ce processus permet de renforcer la gouvernance financière environnementale, de promouvoir des partenariats stratégiques et d'intégrer la biodiversité dans les chaînes de valeur économiques.

Le projet s'inscrit dans la stratégie globale du PNUD (égalité de genre, résilience, développement inclusif) et contribue à la réalisation de plusieurs Objectifs de Développement Durable, en particulier l'ODD 15 (vie terrestre), l'ODD 13 (lutte contre les changements climatiques) et l'ODD 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs). En mobilisant et en canalisant efficacement les ressources financières, BIOFIN Cameroun renforce la capacité du pays à atteindre ses ambitions en matière de conservation et à promouvoir un développement durable, équitable et résilient au bénéfice de l'ensemble de la population.

PARTENARIATS

Le projet BIOFIN Cameroun entend développer un réseau structuré et inclusif de partenaires autour de la thématique du financement de la biodiversité, en mobilisant l'ensemble des acteurs clés : administrations publiques, collectivités territoriales décentralisées, secteur privé, agences des Nations Unies, organisations de la société civile, institutions financières, partenaires techniques et académiques. Cette démarche vise à renforcer la coopération interinstitutionnelle et à favoriser une synergie d'actions autour des objectifs du projet.

L'approche partenariale reposera sur la consolidation des collaborations existantes et l'identification de nouveaux partenaires stratégiques, en vue de stimuler leur engagement dans la mobilisation des ressources et la mise en œuvre des solutions de financement durable. Des actions ciblées de plaidoyer, la création de plateformes d'échange et de concertation, ainsi que la formalisation des engagements par le biais de conventions, protocoles d'accord ou lettres de mission, permettront d'instaurer un cadre clair de coopération et de redevabilité.

Une attention particulière sera portée à l'implication du secteur privé, des banques et des fondations partageant la vision du projet et celle du PNUD, afin de tirer parti des opportunités d'investissement vert et d'innovation financière. Cette dynamique, inscrite dans une logique portefeuille, visera à pérenniser les actions initiées, à mutualiser les ressources et à amplifier l'impact des interventions sur le long terme, en renforçant l'appropriation nationale et locale des mécanismes de financement de la biodiversité.

PRISE EN COMPTE DES QUESTIONS TRANVERSALES (GENRE, INCLUSION)

Le projet BIOFIN Cameroun intègre pleinement les dimensions transversales de Genre et d'Inclusion, conformément aux orientations du Système des Nations Unies et à la Stratégie Genre du PNUD. Classé dans la catégorie 2 selon le système de marqueur de genre, le projet veille à ce que les activités de collecte de données, d'analyse et de planification financière prennent en compte de manière équilibrée les besoins, contraintes et opportunités des femmes, des hommes, des jeunes et des groupes vulnérables, y compris les peuples autochtones et les communautés locales.

Dans le cadre des consultations et ateliers, une attention particulière sera portée à la représentativité des femmes et des groupes marginalisés, à travers des mesures concrètes telles que des quotas de participation, la planification d'horaires adaptés et la facilitation logistique pour lever les barrières d'accès. Les analyses produites (API, ADB, EBF, PNFB) vont intégrer des indicateurs désagrégés par sexe, âge et catégorie socioéconomique, afin de mettre en évidence les écarts existants et de proposer des solutions inclusives.

Par ailleurs, le projet veillera à ce que la planification financière pour la biodiversité contribue à réduire les inégalités de genre et à promouvoir la participation active des femmes et des jeunes dans la gouvernance environnementale, la gestion durable des ressources naturelles et l'accès aux financements innovants. Cette approche garantit que les solutions mises en œuvre soient non

seulement durables sur le plan environnemental, mais également équitables et socialement inclusives.

GESTION DES RISQUES

Pour assurer la réussite du projet, des mesures d'atténuation ont été prévues pour faire face aux risques identifiés. Les principaux risques présentés dans le tableau ci-dessous sont indiqués dans la matrice du cadre logique axé sur les résultats.

Risques	Niveau	Mesures d'atténuation
Mobilisation insuffisante de ressources financières pour la mise en œuvre complète des activités BIOFIN	Moyen	- Diversifier les sources de financement en sollicitant le secteur privé, les bailleurs bilatéraux, multilatéraux et les fondations. - Élaborer une stratégie technique et financière intégrant le financement parallèle et la mobilisation de ressources innovantes (marchés carbone, paiements pour services écosystémiques, fiscalité verte). - Organiser des événements de type *resource mobilization forum* et pitching pour attirer les investisseurs potentiels.
Contexte politique national en période électorale (2025) pouvant ralentir les validations administratives et l'engagement des partenaires	Moyen	- Renforcer les partenariats institutionnels clés, en particulier avec le MINFI, le MINEPDED et les administrations sectorielles concernées, pour maintenir la continuité des actions. - Planifier les étapes critiques de validation avant les périodes de forte activité électorale. - Maintenir un dialogue permanent avec les points focaux institutionnels pour limiter les retards liés aux changements de priorités
Difficultés d'accès ou de partage des données institutionnelles et financières liées à la biodiversité	Moyen	- Mettre en place des protocoles d'accord ou lettres d'engagement avec les institutions détentrices de données. - Sensibiliser les partenaires à l'importance et à l'usage des données pour la planification financière et la mobilisation de ressources. - Assurer la confidentialité et la sécurisation des données partagées, afin de lever les réticences.

LECONS APPRISES :

Les premières phases de mise en œuvre du projet BIOFIN ont permis de confirmer que la réussite du processus du financement de la biodiversité repose avant tout sur la qualité des relations humaines, institutionnelles et techniques construites dès le départ. L'expérience du projet montre qu'anticiper les partenariats stratégiques et travailler activement à l'appropriation institutionnelle ne sont pas de simples préalables administratifs, mais des conditions essentielles pour créer la confiance nécessaire au partage d'informations sensibles et à la co-construction des solutions.

La tenue de l'atelier de validation provisoire de l'Analyse des Politiques et Institutions (API) a constitué une étape particulièrement riche en enseignements. Cet espace d'échange a permis aux parties prenantes de s'exprimer librement, de confronter les analyses à la réalité institutionnelle et de s'approprier progressivement les résultats. Il a également mis en évidence l'utilité d'un temps de maturation technique, à travers des discussions approfondies au sein d'une task force restreinte, avant d'aboutir à une validation finale pleinement consensuelle. Cette approche progressive renforce la qualité des livrables tout en réduisant les risques de blocage ou de remise en question tardive.

L'expérience a également souligné que l'accès aux données financières et institutionnelles repose largement sur des relations de confiance, construites dans la durée. En l'absence de cadres formalisés, ces échanges peuvent devenir fragiles. La formalisation des mécanismes de partage des données apparaît ainsi comme une leçon clé, non seulement pour sécuriser les analyses de l'API, de l'ADB et de l'EBF, mais aussi pour garantir la pérennité de l'utilisation de ces informations au-delà de l'appui direct du PNUD.

Le contexte post-électoral, désormais plus stabilisé, ouvre une fenêtre d'opportunité importante pour consolider les acquis du projet. Cette période favorise une reprise progressive du dialogue institutionnel, une meilleure disponibilité des administrations et un engagement renouvelé autour des priorités nationales. Elle invite le PNUD Cameroun et l'équipe BIOFIN à capitaliser sur la dynamique créée, tout en faisant preuve de souplesse et d'agilité pour accompagner les ajustements institutionnels en cours.

Enfin, le projet a mis en évidence que la co-construction continue, l'apprentissage collectif et le renforcement des capacités techniques sont des leviers essentiels pour ancrer durablement BIOFIN dans les politiques publiques. L'appropriation des outils BIOFIN (API, ADB, EBF, PNFB) par les acteurs nationaux ne se fait pas uniquement par la production de rapports, mais par un accompagnement patient, des échanges réguliers et une reconnaissance des contraintes et réalités opérationnelles de chaque institution.

PERSPECTIVES :

Les perspectives du projet BIOFIN pour l'année 2026 portent sur la consolidation des acquis issus de l'atelier de concertation stratégique et sur le démarrage effectif des activités prévues dans les différentes composantes. De manière spécifique, il s'agira de :

- Valider la composante Analyse des Politiques et Institutions (API), en intégrant les contributions des administrations, du secteur privé, de la société civile et des partenaires techniques et financiers ;
- Poursuivre la collecte et l'analyse des données budgétaires, fiscales et financières pour l'Analyse des Dépenses en faveur de la Biodiversité (ADB) et l'Estimation des Besoins de Financement (EBF) ;
- Lancer la phase de documentation approfondie des mécanismes existants et innovants de financement durable, en mettant l'accent sur la fiscalité verte, les paiements pour services écosystémiques et les partenariats public-privé (PNFB) ;
- Renforcer le dialogue interinstitutionnel à travers des groupes techniques de travail (GTT) pour assurer l'alignement et la cohérence entre les acteurs ;

- Préparer et valider le calendrier détaillé des activités à venir, en veillant à une synergie optimale entre les composantes ;
- Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation participatif, incluant la production régulière de rapports d'avancement et de notes de capitalisation.

Ces actions permettront de maintenir la dynamique engagée et de positionner le Cameroun sur la voie d'une mobilisation efficace, coordonnée et durable des ressources pour la biodiversité.

EXECUTION FINANCIERE (Rapport Financier) :

Produits	Budget approuvé($USD)	Exécution au 30 décembre 2025	Engagements	Exécution +engagements	Reliquat	% d'exécution
Composante 1	52000	15971,62	11417,35	27388,97	24611,03	52,76
Composante 2	35000	22844,07	268,19	23112,26	11887,74	66,04%
Composante 3	32500	10619,5	0	10619,5	21880,5	32,68%
Composante 4	50000	23075,53	0	23075,53	26924,47	46,15
GMS	6994	0	0	0	6 994	0%
Total	176494	72510,72	11685,54	84196,26	85303,74	47,70%